



# COMMUNIQUÉ

## AU CŒUR DES SECTIONS SYNDICALES

Le 2 mai 2019

Contact : Olivier Delacourt, 06 48 68 08 51

### **Punch Wisches : un cas de prédation financière souligné par la CFDT**

Bien étrange prédation du groupe Punch, leader en Europe des boîtes de vitesses, concernant une PME française de 52 salariés, spécialisée dans l'emballage et le SAV des boîtes de vitesses, à Wisches, dans le Bas-Rhin !

Le dossier de rachat de cette PME, connue sous le nom de Steelcase, il y a encore trois ans, avait été accepté en 2015 sur une promesse d'activités nouvelles et de développement du chiffre d'affaires par Punch, d'autant que 24 millions d'euros figuraient dans la trésorerie de cette acquisition.

Mais aujourd'hui, Punch annonce une quasi-disparition de l'activité du site de Wisches, un plan social pour la presque totalité du personnel et la disparition des 24 millions, sous forme de frais de gestion pharaoniques facturés au groupe (quoique corrigés par l'Administration fiscale), de subventions à Punch Beverage et de refacturations à Punch Powerglide Strasbourg et de prêts à Punch Corporation.

Certes la Direction du site a fait miroiter pendant trois ans aux salariés du site de Punch Wisches une reprise de l'activité du site de Wisches sous la forme de ventes de machines à réfrigérer pour boissons. Mais aujourd'hui, la CFDT constate que 36 000 euros seulement ont été consacrés au développement du site, sans aucun réel projet commercial. Elle estime que le projet commercial mort-né de Punch Wisches a détourné l'attention des salariés des nombreux transferts de capitaux.

Cette semaine, la Direction belge vide le site de ses machines, ce que la CFDT est en train de faire constater par la Direction locale du Travail alors que cinq emplois devaient être maintenus sur le site. La CFDT a tiré de nombreuses fois le signal d'alarme sur le pillage de cette PME, via des rapports d'expertise économique ou des rapports sur les conditions de travail par le CHSCT.

Aujourd'hui, les salariés du site de Wisches, axés sur la logistique, ne sont même pas sûrs qu'il y ait assez de fonds pour leurs indemnités de départs. Ils constatent que l'entreprise a monté un dossier de plan social très formel, qui prévoit pour un peu moins de la moitié d'entre eux un reclassement sur 25 postes en production à Strasbourg, ce qui supposerait un changement total de leur spécialité.